

Maîtriser l'immigration

Article rédigé par *François Martin*, le 02 mars 2012

S'il existe une question « piégée », propre à susciter toutes les erreurs, approximations, passions et même haines, c'est bien celle de l'immigration. Avant d'examiner des solutions proportionnées aux enjeux, il est indispensable de prendre la mesure des problèmes que l'immigration, mieux vaudrait-il dire les immigrations, posent à la France. Revue des questions par François Martin.

L'immigration, la culture et leur mode de vie. Il n'est jamais indifférent, *dans quelque pays que ce soit*, de devoir cohabiter avec des gens qui parlent, vivent, mangent, prient, s'habillent d'une façon différente, ou même qui ont, tout simplement, un autre aspect physique. La cohabitation de modes de vie et de cultures différentes demande toujours un effort d'adaptation, de part et d'autre et ce sont des sujets sensibles. En particulier dans les pays européens où il existe une sorte de culpabilisation à cet égard. Comme le remarque Christopher Caldwell (auteur de « Une révolution sous nos yeux – Comment l'islam va transformer la France et l'Europe », Editions du Toucan, 2011), l'Europe est atteinte d'un syndrome de l'autruche sur ces questions. Il existe, une forme d'« omerta » lorsqu'on aborde ce sujet : puisque « c'est mal » de remettre en question l'accueil possible de l'étranger, il ne faudrait ni critiquer, ni même chercher à savoir. Evidemment, comme tout non-dit, l'effet est exactement inverse et favorise tous les slogans, contresens et disputes, à l'opposé même de la démarche scientifique (étude, mesure) dépassionnée qui serait nécessaire.

De plus, autour de la question de l'immigration, se greffent plusieurs problèmes très différents, qu'il est nécessaire de démêler. Des personnes d'origines *différentes* (Asie, Turquie, Afrique du Nord, Afrique sub-saharienne), avec des mentalités et des cultures *différentes*, émigrent avec des motivations *différentes* (travail, refuge politique, « esclavage » économique, etc...) et dans des cadres *différents* (légalité, illégalité, court, moyen ou long terme). Une réponse *indifférenciée* et globale (oui/non) est donc devenue impossible. Enfin, la mondialisation tend à modifier et à compliquer la réflexion. Les principes qui avaient cours autrefois pour régir l'immigration (droit du sang, droit du sol) ne pouvant plus s'appliquer aussi simplement.

Une clarification préalable est donc nécessaire.

Tout d'abord, il convient de distinguer les notions *d'insertion, d'intégration et d'assimilation* [\[1\]](#). Lorsqu'on parle d'immigration, à quoi fait-on référence ?

A l'*insertion*, c'est-à-dire à la connaissance et la pratique par des *étrangers* des règles communes minimum pour vivre en bonne intelligence et dans le respect mutuel avec les « nationaux » ?

A l'*intégration*, c'est-à-dire à l'effort qui est demandé, non plus aux étrangers, mais aux personnes d'origine étrangère vivant durablement en France et/ou souhaitant devenir françaises, pour véritablement faire société avec les Français « de souche » ?

Ou à l'*assimilation*, c'est-à-dire à l'effort accompli, de telle sorte que, sans pour autant gommer la culture originelle de ces personnes, elles soient devenues totalement françaises dans leur mode de pensée et leur

comportement ?

Ensuite, il faut clarifier la question d'un point de vue éthique. L'accueil de l'étranger, *la destination universelle des biens* mesure le *droit de propriété, mais ne l'abolit pas*. Rapportée à la question de l'immigration, cela signifie que, d'un point de vue éthique, il n'existe pas d'obligation d'ouvrir totalement les frontières d'un pays si cela doit entraîner de graves désordres pour les habitants et pour les immigrés eux-mêmes. Une *politique de l'immigration* est certes légitime. Encore faut-il que l'immigration soit organisée avec ordre et méthode, pour qu'elle ne détruise pas la paix sociale. Accueillir celui qui passe et demande une aide ne veut pas dire qu'il faille l'installer à demeure, ni vivre chez soi sans portes ni fenêtres, ni interdire l'accès à l'immigré... Dans ce domaine, le mieux peut facilement devenir l'ennemi du bien.

De plus, il convient de prendre conscience de l'ampleur du phénomène et de donner quelques chiffres.. Comment, en effet, débattre en refusant de vouloir connaître. On se référera ci-dessous aux seuls travaux véritablement sérieux sur cette question, ceux de la démographe Michèle Tribalat [\[2\]](#).

Enfin, l'immigration pose en effet un problème spécifique, non seulement à cause du nombre important des immigrés, et du caractère *très largement non contrôlé* de cette immigration [\[3\]](#), mais aussi parce que ce phénomène se greffe à un autre problème sensible, celui des *banlieues* [\[4\]](#), une question relative à l'ordre public, et aussi aux problématiques identitaires.

En effet, le laxisme qui a prévalu jusqu'ici concernant l'octroi de la nationalité française, conçue comme un *droit* et non comme le résultat d'un processus *voulu* par les demandeurs, a conduit dans de nombreuses banlieues à des situations où des personnes ont reçu la nationalité française alors qu'elles ne sont *ni assimilées, ni intégrées, ni même parfois insérées*, et qu'elles se sentent, sur le plan affectif et culturel, plus proches de leur pays d'origine que de la France. Elles *ont* la nationalité française sans forcément, dans leur for intérieur, être réellement françaises, et parfois elles n'ont *jamais voulu l'être*. Ceci pose évidemment un grave problème d'identité *pour ces personnes* qui vivent en révolte vis-à-vis d'elles-mêmes et de la société qui les entoure, et aussi pour la société, pour qui elles représentent un véritable danger car ces ressortissants révoltés contre elle minent la cohésion nationale. Par rapport à ces graves dérives, le volume et le manque de contrôle de l'immigration sont un *amplificateur très important*. Ils permettent à des « îlots » non intégrés de se développer, de se marginaliser, et de devenir de plus en plus violents et/ou mafieux [\[5\]](#).

De plus, la mondialisation, comme dans beaucoup de domaines, contribue également à modifier considérablement la question, essentiellement à cause de la révolution des transports et des échanges qu'elle a entraînés. Autrefois, lorsque l'on venait s'installer dans un pays, c'était souvent avec un objectif de long terme. Le fait d'accorder le droit du sol aux enfants nés sur le territoire avait alors un sens. Aujourd'hui, il est devenu extrêmement simple pour une femme de programmer son accouchement dans n'importe quel pays. Le droit du sol ouvre donc la porte à tous les calculs possibles et trafics de détournement du droit à la nationalité qui peut être conçu de façon totalement utilitariste. A l'inverse, la mobilité des personnes et leur possibilité de se fixer loin de leur pays d'origine, avec l'envie d'y rester longtemps ou même toujours, est plus grande qu'autrefois. Sans remettre en cause formellement le droit du sang, il est donc logique que celui-ci devienne, si l'on peut dire, moins « radical », par rapport à ce que l'on pourrait appeler une « adoption réciproque », un « mariage » entre la personne et le pays qu'elle a choisi d'habiter et d'aimer.

Un autre aspect, lié à la mondialisation des échanges, est la nécessité et l'utilité que puissent vivre et prospérer des *individus ou communautés étrangères*, pour des durées *plus ou moins longues*, sans qu'il leur soit demandé autre chose qu'une *insertion réussie*. Pourquoi exiger de leur part les *mêmes comportements* que ceux qui se sont profondément attachées, par choix de cœur et de culture, à notre pays. Respecter certaines obligations minimums doit être suffisant. La mondialisation impose donc que l'on fasse, de plus en plus clairement, la *différence* entre les étrangers auxquels on exigera moins d'obligations, mais sur lesquels l'on sera très exigeant pour qu'ils les respectent et les nationaux qui sont tenus, bien plus qu'à de simples « obligations », à une exigence de « fidélité », mais qu'on ne peut exclure, s'ils ne les respectent pas.... Il importe aussi de bien choisir les « règles de vie » imposées aux étrangers, pour ne pas leur faire « porter »

plus qu'ils ne devraient, et pour être certain que leurs comportements « autorisés » ne seront pas choquants pour les nationaux [6].

Enfin, un dernier point concerne les « mythes » colportés par certains par ignorance ou idéologie [7]. Ils contribuent aussi à « polluer » une question déjà assez compliquée. L'un d'entre eux concerne le fait que la « fertilisation » de nos pays par les étrangers serait *par principe* bénéfique. Ceci n'est pas vrai *par principe*. Il a été démontré que le rapport coût/bénéfice de l'immigration n'est pas forcément gagnant, sauf pour les plus hautes qualifications [8]. Ensuite, cette immigration utile ne peut l'être à cause d'un principe *général*, mais uniquement si elle répond à des besoins économiques *spécifiques*, donc *calculés* (8). Un autre mythe consiste à croire qu'il est légitime d'accueillir tous les immigrés parce qu'ils fuient un enfer. Ceci est tout aussi faux. S'il est vrai qu'existent, ici et là, des situations de guerres ou de famines, ceci n'est pas vrai *partout*. A part quelques îlots de prospérité, la vie est difficile *partout* sur la planète et cela ne justifie pas que l'on fuie de *partout*... C'est souvent la désorganisation politique et économique locale qui est la cause des difficultés. S'il existe de bonnes solutions, c'est bien vers le co-développement qu'il faut les chercher, plutôt que dans le principe d'une immigration massive et déréglée.

A partir de tout ce qui précède, on voit donc qu'il convient de poser la question de l'immigration de façon *différenciée*, par rapport à des populations et des besoins particuliers :

- Le cas de celui qui veut venir dans notre pays simplement pour y travailler, de façon plus ou moins durable, est spécifique. Il n'a pas forcément *besoin* de la nationalité, et ne la demande, souvent, que parce que les conditions de son séjour, et la politique de notre pays, à cet égard, n'est pas suffisamment claire. Il lui faut des autorisations et visas répondant aux *véritables besoins économiques* et délivrés rapidement, et aussi des *règles claires*, par rapport au comportement que la loi lui autorise ou non. Très différent est le cas de celui qui se sent une affinité profonde avec la France, et souhaite ardemment devenir Français. Pour lui, rien de pire que l'automatisme. Un parcours exigeant pour l'obtenir ne sera pas rebutant, bien au contraire, mais la mesure de la valeur du « mariage » qu'il espère avec sa nouvelle patrie.
- Celui qui a reçu la nationalité française alors qu'il ne la souhaitait pas, et qui n'a envie ni d'adopter notre mode de vie, ni d'obéir à nos règles est encore un autre cas, très difficile, qui demande certainement une exigence plus grande du respect de l'ordre dans les banlieues, mais aussi et surtout des mesures d'assimilation fortes, prises dès le plus jeune âge. Le caractère *très largement incontrôlé* de l'immigration complique considérablement la résolution de ce problème.
- Le cas de l'immigré clandestin pose lui aussi un problème spécifique. Embarqué, de gré ou de force, dans une aventure hasardeuse, qui peut le conduire à une insertion, ou même à une intégration, mais aussi à une vie précaire et misérable, ou même à la mort. De plus, le risque est majeur qu'il alimente, sur notre territoire, tous les trafics. Dans ce cas, une politique de protection du territoire beaucoup plus ferme est indispensable ainsi qu'un grand travail en amont, auprès des pays originaires de ces migrations, pour faire cesser ce qui est, osons le dire, un trafic d'esclaves moderne.
- Un dernier point enfin concernera la question des *conjoints étrangers*, dans le cas de mariages avec des Français d'origine étrangère, situation pour laquelle, aujourd'hui, on l'a vu, la nationalité française est accordée *quasi-automatiquement*. On comprend bien, au vu du nombre [9], de l'absence de contrôle et du problème de banlieues sur lequel il se greffe, qu'il est certainement une source de trafic à la nationalité très important [10]. Ce trafic et cette automatisme doivent certainement cesser.

Par rapport à tous ces cas de figure, les mesures spécifiques pour les résoudre (qui existent) devraient figurer dans les programmes politiques des candidats. On en est loin.

La question est aujourd'hui, à notre avis, à la fois très importante, très urgente, très mal comprise, très mal expliquée aux français... et très mal gérée par les politiques. Il est plus que temps qu'on s'y mette !

Retrouvez tous les articles de la présidentielle sur l'immigration dans notre dossier :

[1] Cf travaux de Malika Sorel. Cf en particulier « Le puzzle de l'intégration » - 2007, et « Immigration-Intégration, le langage de vérité » - 2011 - Editions Mille et une Nuits.
<http://www.malikasorel.fr/archive/2011/04/27/immigration-integration-le-langage-de-verite.html>

[2] On considère qu'environ 300.000 personnes entrent chaque année en France par l'immigration légale, auxquels il faut ajouter entre 20.000 et 30.000 mineurs, non comptabilisés dans les statistiques, et environ 50.000 étudiants. Cette immigration comprend ceux qui obtiennent un titre de séjour (environ 200.000 par an) et les demandeurs d'asile (de 30.000 à 50.000 par an). 60% de ces immigrés viennent d'Afrique ou de Turquie, les autres d'Europe centrale ou d'Asie. Il y a eu une hausse de l'immigration au début des années 2000, une baisse ensuite. Les sorties régulières concernent environ 30.000 personnes par an. Par rapport à cette immigration légale, à peine 10% se fait au titre du regroupement familial. Le gros des titres de séjour concerne les mariages entre une personne de nationalité française (elle-même en général d'origine immigrée) et un conjoint étranger qui, dans ce cas, a [droit quasi-automatiquement à la nationalité française \(environ 80.000 personnes\)](#). L'immigration professionnelle ne concerne que 20.000 personnes par an. A cette immigration légale, il convient d'ajouter l'immigration illégale, qui concernerait entre 200.000 et 250.000 personnes par an. Les reconduites à la frontière concernent environ 30.000 personnes par an. L'immigration est donc un processus à la fois très important et très largement incontrôlé. Cf travaux de [Michèle Tribalat](#), Directrice de recherche à l'INED, et en particulier son livre « [Les yeux grand fermés](#) », Denoël, 2010.

[3] Mariages conduisant à une obtention de la nationalité quasi-automatique du conjoint étranger + immigration illégale, cf NDBP ci-dessus

[4] Sur cette question, on se réfèrera avec profit au travail très complet du sociologue Gilles Kepel pour l'Institut Montaigne, et au Rapport « [Banlieues de la République](#) », 2011.

[5] Cf travaux très clairs de Malika Sorel sur cette question

[6] Par exemple, une étrangère qui se promènera en jeans et dévoilée dans les rues de Dubaï ne choquera personne. Elle ne sera pas arrêtée, alors qu'une émiratie le sera. Dans ces pays où 80% des populations sont immigrées, les nationaux et les autorités font très clairement la différence entre les règles à imposer aux étrangers et aux nationaux. Le « manque de décence » relatif qu'exprime, pour les mentalités de ces pays, le non-port du voile par les étrangères ne sera ainsi pas un « casus belli », par contre, la nudité publique le sera, tout comme, par exemple, le blasphème vis-à-vis du prophète. On voit donc ici comment la mondialisation, et la cohabitation nécessaire de populations à objectifs différents, impose une « différenciation du regard », ainsi que la codification très claire des comportements autorisés aux uns et aux autres. Il ne s'agit pas d'avoir une vision « ségrégationniste », mais de remarquer que *le temps d'une relation culturelle « fusionnelle » entre nationaux et étrangers est définitivement révolu.*

[7] Nous n'ignorons pas le mal que font, dans ce domaine, ceux qui militent pour la disparition des nations. Ils sont présents dans de nombreux lobbies nationaux, mais aussi *européens*. A ce titre, même si nous n'avons pas pu développer ce point, il est certain que la législation européenne relative à l'immigration, aux droits de circulation des citoyens, et plus généralement aux « droits de l'homme » est beaucoup plus permissive que la loi française. Il y a là également une difficulté supplémentaire importante à la mise en œuvre d'une politique nationale dans ce domaine, pourtant essentielle.

[8] L'idéologie « immigrationniste » ne sert en réalité que les militants tiers-mondistes, qui veulent la

disparition des nations, et aussi les forces ultra-libérales, qui se satisfont parfaitement d'une situation du marché de l'emploi précarisée, où les immigrés tirent tous les salaires vers le bas...

[9] Environ 80.000 par an. Cf NDBP N°2

[10] Combien doivent payer, aujourd'hui, les familles d'Afrique et d'Afrique du Nord, pour qu'une de leurs filles obtienne la nationalité française par mariage ? Et quelle place peut-il y avoir pour son consentement ? Autre trafic d'esclaves, totalement légal, celui-là. Comment continuer à laisser cette porte ouverte, sans contrôle aucun ?